

Ligny-en-Barrois**Les héros s'invitent sur la fête**

Olaf, Mickey, Minnie, les Minions et consorts ont rendu visite aux enfants sur la fête foraine. En retour, ces derniers leur ont offert de généreux câlins, pour le plus grand bonheur de tous.

En page Ligny-en-Barrois

Montmédy**Tout ce qu'il faut savoir sur la nutrition des enfants**

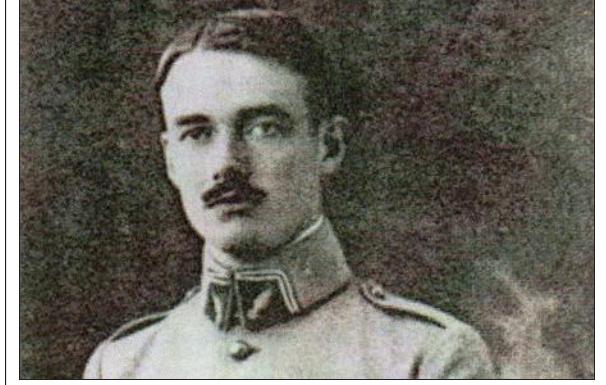
Le premier des trois ateliers concernant nutrition, santé et petite enfance, mené par deux diététiciennes, a rassemblé neuf jeunes mamans et assistantes maternelles.

En page Montmédy

Mécrin**Nouveau couple royal au Papegai**

Cinq filles et cinq garçons ont participé à une nouvelle édition du Papegai, sur le thème des pirates. L'objectif est toujours le même : atteindre un coq haut perché avec une flèche. Les vainqueurs, Adalie et Romain, sont reine et roi pour un an.

En page Commercy

Malancourt**La médaille de Verdun décernée au courageux capitaine Petit**

C'est à Chattancourt que Gérard de Lavigerie, neveu du capitaine Maurice Petit, tombé au combat en 1916 à Malancourt, a reçu en son nom, la médaille de Verdun et son diplôme.

En page Stenay

Économie

Le BTP s'accroche

Après une année 2015 morose, des frémissements de reprise se font sentir pour 2016. La réunion des donneurs d'ordre du BTP a fait le point sur les chantiers dans le département.

Il faudra attendre 2017 pour que le secteur puisse recréer de l'emploi », André Poirot, le président de la fédération du BTP de la Meuse l'admet : après une année 2015 morose, des frémissements d'amélioration se font sentir pour 2016. C'est du moins ce qu'il a déclaré lors de l'ouverture de la réunion des donneurs d'ordre du département, récemment. Un événement qui a lieu tous les ans et qui permet de « rassurer » les professionnels du bâtiment et des travaux publics sur les investissements des collectivités et autres maîtres d'ouvrage.

« C'est votre rôle de privilégier les entreprises de Meuse », a martelé André Poirot, rappelant au passage, qu'elles payent leurs impôts sur le territoire. Il a cité en exemple le chantier des Jardins du Mess, à Verdun, futur hôtel de standing, qui affiche 95 % d'entreprises meusiennes : « Un chantier effectué en 8 mois ! Preuve de la compétence de nos entreprises. »

Le président du BTP a alerté le préfet sur un problème : « Il y a plus de 14 000 demandeurs d'emploi en 2015. Et une entreprise m'informe qu'elle a déposé une annonce pour deux recruteurs. Elle n'a reçu ni un appel, ni un CV. Monsieur le préfet, il y a des services de l'Etat qui ne fonctionnent pas. Il faut faire quelque chose... »

Du côté des donneurs d'ordre, c'est Philippe Mangin, vice-président du conseil régional, qui ouvre le bal. « Fusionner trois régions, cela prend du temps. Nos projets sont en cours de refondation », souligne-t-il. Il rappelle tout de même le projet de création du pôle agroalimentaire à l'EPL Agro, à Bar-le-Duc, pour sept millions d'euros.

Côté Madine, « on revisite totale-



■ L'hôtel des Jardins du Mess, à Verdun : 95 % des entreprises qui y interviennent sont de Meuse.

Photo Franck LALLEMAND

ment le projet », même si pour 2016 les travaux ont déjà été actés pour trois millions d'euros. Philippe Mangin a défendu son « pacte pour la ruralité », qui permet aux petites communes d'investir, et donc de faire travailler les entreprises locales.

Les vieux projets déterrés

De son côté, Claude Léonard a détaillé les projets du Département. Les huit millions d'entretien des routes, les six millions d'investissement pour les collèges. Mais aussi un programme de travaux sur les forts de Vaux et Douaumont pour une enveloppe de 4,5 millions d'euros : « Avec création à Douaumont, d'un parking digne de ce nom, d'un pavillon d'accueil et d'un chemin d'interprétation... »

Il a déterré les vieux dossiers comme le contournement de Verdun Est pour 10 à 12 millions d'euros l'année prochaine ou encore la centrale solaire de Marville de 80 hectares, projet qui lui tient particulièrement à cœur.

Enfin il a annoncé prochainement la création de 280 places supplémentaires sur le parking de la gare TGV.

Si Samuel Hazard, le maire de Verdun, a remercié l'Etat pour sa participation à bon nombre de projets verdunois (3 millions d'euros de subventions au total), l'adjoint au maire de Saint-Mihiel a fait remarquer qu'eux avaient dû mettre en sommeil des réalisations qui leur tenaient à cœur, faute de dotations suffisantes.

Le préfet de la Meuse a rappelé ce que l'Etat a fait en faveur des entreprises. Il a cité le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui a pour but de faire baisser les charges des entreprises, ou encore les aides allouées aux entreprises qui voudraient elles-mêmes investir.

Les délais de paiement des collectivités sont régulièrement dénoncés par les entrepreneurs, qui manquent de trésorerie : « A ce sujet, une réforme est en cours pour réduire le délai légal de 30 jours à 20 jours ». **Émilie FIERROBE**

De 135.000 € à 293.000 €

► L'adjoint au maire de Saint-Mihiel, Michel François, a tenu à s'adresser au président de la fédération du BTP de la Meuse avec cette remarque : « Cinq entreprises ont répondu à notre appel d'offres pour un chantier de canalisation. Les prix proposés allaient de 135.000 € à 293.000 €. Les remises de prix n'ont pas été jugées très sérieuses par notre maître d'ouvrage. » Et André Poirot de lui répondre : « C'est à vous de mettre les offres trop basses de côté. » Et le premier adjoint de rétorquer, avec un sourire : « Et celles qui sont trop hautes ? » Même constat pour un chantier de voirie : « Nous avons eu des propositions de prix allant de 17 € à 93 € le mètre de revêtement. »

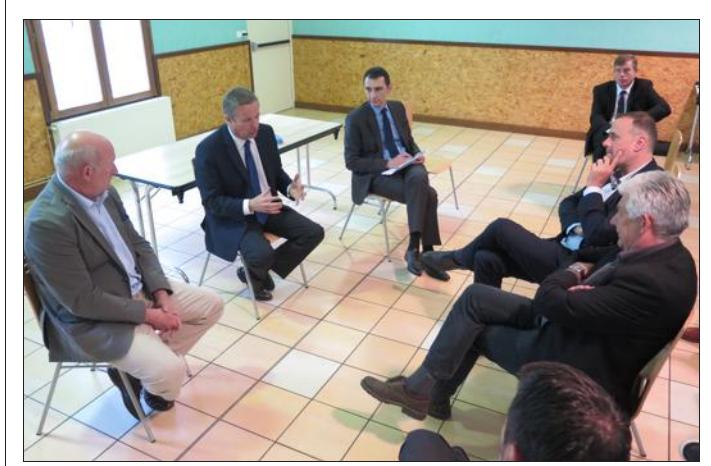
DES FREINS de poids lourd en surchauffe sont à l'origine de l'intervention des pompiers sur la RN4 dans la soirée de mardi.

Il n'était pas encore minuit quand les pompiers ont été appelés pour un incendie qui venait de se déclarer dans un camion. Alors qu'elle circulait sur la RN 4 dans le sens Paris/Nancy, la conductrice d'un poids lourd a aperçu de la fumée qui s'échappait de l'arrière de sa remorque. À hauteur de la

K.D.

Politique

Nicolas Dupont-Aignan en quête de parrainages



■ Nicolas Dupont-Aignan (2^e à partir de la gauche), face aux maires, pour les convaincre du sérieux de sa candidature à la prochaine élection présidentielle.

Photo ER

LEUR ÉCRIRE, c'est bien. Les rencontrer, c'est mieux. Surtout quand on sollicite leur parrainage dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017. De nouveau candidat, Nicolas Dupont-Aignan a profité d'un déplacement dans l'Est pour effectuer un passage dans la Meuse, hier après-midi. Il a participé à une réunion publique avec des maires et de simples citoyens sympathisants.

À Houdelaincourt, chez le général Etienne, tête de liste dans le département de Debout la France, son mouvement, lors des dernières élections régionales. Alarmiste, Nicolas Dupont-Aignan : « Je suis là parce que notre pays est bien malade... On a compris que si on continue comme ça, il n'y aura plus de pays d'ici quinze ans. » Et en même temps rassurant : « Je ne désespère pas de mon pays... Il y a tout pour permettre à la France de se redresser. »

Le problème, considère-t-il, « c'est qu'on n'a jamais été aussi mal dirigés ». Il vise tous les responsables politiques qui se sont succédé depuis vingt ans. Il observe bien la montée de la protestation avec les résultats électoraux du Front national, mais parle d'une « stérilisation des votes, parce que ça ne change rien ». Plus sévère, il lâche : « On ne résoudra pas des problèmes en créant de nouveaux. » Qu'on n'aille surtout pas le positionner à l'extrême droite, ce qu'une

dame s'est risquée à faire : « Ce n'est pas être d'extrême droite quand on défend les intérêts des Français. On a laissé caricaturer le patriottisme. » Gaulliste, c'est ainsi qu'il préfère se présenter, et comme le représentant « des sans-grade ».

« Une monnaie commune, pas unique »

Le discours paraît plutôt bien rodé. Il attaque l'Europe et de quelle manière elle s'est construite ; défend sa vision basée sur « la coopération ». Pour lui, l'Etat doit reprendre la maîtrise de son budget, de ses lois et de ses frontières. Renégocier les traités, et pour cela il se dit prêt « au rapport de forces ». L'euro, il ne le jette pas aux orties, sauf qu'il souhaite que ce soit « une monnaie commune et pas unique », avec la possibilité de fluctuations. De la fermeté, voilà une de ses promesses.

Baisse des charges pour les PME et TPE, contrôle des produits étrangers, maîtrise migratoire, voilà ce qu'il propose d'autres. « En 2012, j'avais un programme très bien, seulement un peu compliqué. Là, je l'ai voulu plus simple, mais opérationnel. » Pour plus de détails, il renvoie à son livre « France, lève-toi et marche », paru au mois de mars. Il le donne volontiers aux maires s'ils ne l'ont pas déjà. Pour finir de les convaincre qu'il est bien « l'alternative sérieuse » qu'il entend incarner.

F.-X.G.

Entreprises

Les bières de Nettancourt au Guide Hachette

« LA ROBE EST BLONDE et légèrement brumeuse. Le nez est puissant sur des notes de grains et d'herbes asperges sorties d'une tonalité ter-

reuse originale. La finale est longue, avec une sensation de fraîcheur sur une dominante herbacée et fleurie » : c'est par ces mots que la bié-

rogue Élisabeth Pierre décrit la bière à l'ortie de la Brasserie de Nettancourt, qualifiée de remarquable et sélectionnée par le Guide

Hachette des bières 2016.

Pour Jean-Luc Poncin, gérant de la coopérative, « ce n'est pas un aboutissement mais davantage une invitation à poursuivre le travail entrepris depuis la création début 2013 et, à poursuivre nos efforts dans l'amélioration constante de nos produits ». Depuis l'inauguration, restée dans les mémoires pour la foule qu'elle avait drainée (600 personnes sur le weekend et rupture de fourniture en bière), la brasserie de Nettancourt s'est établie tranquillement dans le paysage brassicole local.

Une troisième création de poste

Employant deux personnes, avec bientôt une troisième en création de poste, elle produit environ 20 000 litres de bière par an. « L'équipement a été changé pour suivre la demande en constante augmentation, avec quelques ruptures ponctuelles mais on n'ira pas au-delà de

ce volume de production », souligne Jean-Luc Poncin.

Depuis février 2016, la nouvelle installation devrait permettre aux deux brasseurs de mieux répondre aux demandes d'associations locales, par exemple la mise à disposition de fûts de bière.

Si elle se définit comme une brasserie locale et malgré sa petite taille, la brasserie de Nettancourt est engagée au sein de sa corporation avec sa participation active à la création d'un Syndicat national des brasseurs indépendants. L'objectif est de cesser de n'être représentés que par l'Association des Brasseurs de France, aux mains des brasseurs industriels.

La coopérative biologique montre que les structures de l'économie sociale et solidaire sont de véritables acteurs économiques, réelles alternatives à un système qui tend souvent à laisser beaucoup de monde au bord du chemin.



■ Le brasseur réalise ses mélanges pour arriver à une bière distinguée.